

Les subsides

J'ai parlé aux producteurs de pomme de terre du Manitoba. Ils savent très bien qu'on s'attaque à leur système de commercialisation. Je crois qu'il y a de la duplicité à la Chambre. Chaque fois que le ministre des Finances ou la ministre du Commerce extérieur (M^{lle} Carney) disent que le système de gestion de l'offre n'a pas été touché, je crois qu'ils ne connaissent pas grand-chose à la gestion de l'offre. L'un des éléments essentiels de ce système est l'utilisation de droits de douane pour assurer qu'on ne peut pas importer de marchandises moins chères pour affaiblir l'offre de ce produit. Il est absurde que les ministériels prétendent que la gestion de l'offre ou que les offices de commercialisation ne seront pas touchés. S'ils y connaissaient quelque chose, ils admettraient au moins cela. Ils devraient avoir au moins le courage de leurs convictions au lieu d'essayer de se cacher derrière les bêtises et les stupidités que nous avons entendues tous les jours.

Parlons d'une autre prétendue promesse du gouvernement. Le gouvernement dit qu'il ne touchera pas au développement régional et qu'il n'en est pas question dans l'accord. Or, cela se trouve dans l'accord d'une façon très substantielle.

Comme je l'ai dit au début, la seule chose qui n'a pas été touchée par cet accord, est la question d'empêcher les États-Unis de prendre des mesures compensatrices contre les biens, les services et les produits canadiens. Je vais citer une décision récente de l'International Trade Commission pour voir ce qu'elle considère comme justifiant des mesures compensatrices. D'après cet accord, ce groupe binational va tenir compte des précédents américains et du droit américain. Permettez-moi de lire le droit américain et les précédents américains exposés dans la décision de 1986 de l'ITC. Qu'est-ce qui peut faire l'objet de droits compensateurs? Les crédits d'impôt à l'investissement consentis aux entreprises, les programmes de développement des marchés à l'exportation, les programmes d'encouragement au développement régional, les programmes de développement industriel et régional; les programmes locaux d'adaptation industrielle, les accords de développement rural agricole, les accords-cadres de développement et les accords de développement économique régional, tout cela peut faire l'objet de droits compensateurs. Tous ces programmes régionaux que nous avons utilisés au Canada pour essayer d'assurer une juste répartition des biens et des services au plan national relèvent maintenant du *trade law* et sont maintenant incorporés dans cet accord.

Il ne faut pas s'étonner que le sous-ministre des Finances, dont on peut supposer qu'il conseille son ministre de temps à autre, ait dit à un comité qu'en fait il va falloir procéder tout à fait différemment pour le développement régional parce que l'accord n'autorise plus ce genre de subventions à Michelin ou aux autres sociétés qu'il était possible d'accorder dans le cadre des accords de développement industriel général ou des accords-cadres de développement.

Qui est-ce que le gouvernement cherche à leurrer? Qu'est-ce qu'il cherche en réalité? Les Canadiens savent qu'il s'agit là simplement d'un accord de façade destiné à masquer autre chose. Je pense que cette façade trahit l'idéologie du gouvernement, partagée par le gouvernement Reagan: à leur avis il ne doit pas y avoir de ce genre de programmes de développement régional. Selon eux il ne doit pas y avoir de tarifs ferroviaires,

il ne doit pas y avoir d'action gouvernementale positive, constructive pour appliquer des objectifs et des normes à l'économie de marché. Pour eux il n'y a pas d'économie politique, il n'y a que l'idolâtrie de l'économie de marché. Ils s'imaginent qu'une économie de marché fournira suffisamment de programmes.

A mon avis, le gouvernement devrait parler aux gens qui meurent de faim dans les quartiers pauvres du Canada et aux gens de l'arrière-pays qui se trouvent sans emploi parce qu'on a réduit les fonds affectés à leurs programmes de recherche et de développement régional. Ils savent qu'ils ont besoin de l'intervention du gouvernement.

Il est essentiel de se rappeler que notre pays est devenu une société distincte parce que nous avons su nous servir efficacement du gouvernement en établissant de bons réseaux de transport, systèmes de communications et programmes de développement régional.

Des générations successives de Canadiens et leurs gouvernements savent que nous avons pu nous maintenir dans la partie septentrionale de ce continent, établir notre propre identité et agir à notre guise, parce que, entre autres raisons, nous avons le pouvoir et la faculté de prendre nos propres décisions. Le gouvernement prive les Canadiens du droit de prendre ces décisions. Il commence à ériger une barrière autour de nos institutions politiques et à retirer lentement aux Canadiens la faculté de décider eux-mêmes ce qu'ils veulent être.

A vrai dire c'était inutile parce que d'autres solutions s'offraient. Tous les députés savent que dans le passé nous avons réussi à établir des relations commerciales dans le monde entier, grâce à des règles de commerce international qui limitent le pouvoir des grands pays. C'est pourquoi 80 p. 100 de nos produits qui entrent maintenant aux États-Unis sont exemptés de droits de douane.

La ministre du Commerce extérieur s'est montrée particulièrement ironique ce matin lorsqu'elle a déclaré que nous voulons que le Canada commerce avec le monde entier. Depuis trois ans, notre commerce avec les pays riverains du Pacifique a diminué de 25 p. 100 et avec le Moyen-Orient, de 20 p. 100. Le gouvernement a réduit les programmes de développement des exportations, autres que celles vers les États-Unis. Il a fermé des ambassades et des missions commerciales.

En d'autres mots, nos échanges commerciaux avec les autres pays du monde ont diminué sous le régime conservateur. Ils sont beaucoup moins importants qu'il y a trois ans, car le gouvernement ne tient pas à commercer avec eux. Il préfère se barricader dans une forteresse nord-américaine, dirigée par les partisans de l'idéologie de la droite à la Maison blanche. Voilà à quoi rime cet accord qui ne vise nullement à nous procurer des débouchés mondiaux mais plutôt à favoriser cette tentative délibérée et diabolique pour décourager la prise de décision du gouvernement et servir cet objectif idéologique.

Voilà pourquoi le gouvernement est en butte à une farouche opposition et qu'il perdra la lutte. Plus tôt il déclencherà des élections afin que nous puissions le prouver, mieux ce sera pour nous tous.

M. Brisco: Monsieur le Président, j'ai écouté attentivement notre collègue du parti libéral. Je voudrais lui signaler une déclaration de son chef.